



Sommaire

▷ Présidentielle 2012

- Le Rassemblement du 22 janvier au Bourget autour de François Hollande



▷ Finances locales

Le Sénat débat de la fiscalité locale

▷ L'élue de la semaine

Anne Le Strat

SDCI : l'APVF veut une loi

L'Association des petites villes de France, présidée par Martin Malvy, demande l'examen urgent de la proposition de loi Pélissard ou de la proposition de loi Sueur sur l'intercommunalité. L'APVF dresse plusieurs constats. D'abord, près de 40 départements ne sont pas dotés d'un schéma départemental de coopération intercommunale au 31 décembre 2011, contrairement à ce que prévoyait la loi. Ensuite, que cette absence de schéma autorise le préfet, en l'état actuel de la loi, à lancer des procédures de fusion ou d'extension des structures intercommunales en prenant des arrêtés de périmètre sans autre encadrement que les grands principes, relativement flous, inscrits dans la loi. Enfin, qu'afin d'éviter une telle situation, le Premier ministre avait annoncé le 22 novembre dernier que le gouvernement inscrirait rapidement à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la proposition de loi déposée par Jacques Pélissard (UMP) et visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale. L'APVF constate que l'examen de ce texte a déjà accusé un retard regrettable, puisque la commission des lois de l'Assemblée nationale ne s'en saisira que le 25 janvier. En conséquence, afin de permettre que la nécessaire discussion locale puisse se poursuivre sur le terrain dans le cadre des CDCI, partout où elle est nécessaire, l'APVF réitère sa demande d'une modification urgente de la loi du 16 décembre 2010 et invite le gouvernement à demander l'inscription prioritaire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi Pélissard ou de celle qui l'a été par Jean-Pierre Sueur, adoptée en première lecture par le Sénat.

Trois mois pour convaincre !

C'est parti ! Le mois de janvier qui se termine est marqué par l'entrée en campagne de notre candidat à l'élection présidentielle François Hollande.



La crise majeure que nous vivons est dans tous les esprits. Elle est dure dans les faits pour la grande majorité de nos concitoyens et surtout pour les plus faibles sans cesse plus nombreux. Pour la dépasser et retrouver un avenir, il faut s'attaquer aux causes du mal et œuvrer ensemble. C'est une crise majeure du système financier qui a envahi de façon perverse notre économie depuis des années. Il faudra donc changer les structures du système, retrouver les chemins de l'économie réelle et d'une plus juste répartition des richesses. Ceci est au cœur des propositions de notre candidat.

Nous vivons chaque jour les conséquences de cette grave crise sur le terrain et d'abord dans les rapports entre les gens. Ils sont chaque jour plus durs. Les employés municipaux, les élus, le vivent au quotidien. L'égoïsme monte en puissance dans nos villes et souvent pas, comme on pourrait le croire, de la part de ceux qui sont frappés par la crise. Cet égoïsme est attisé. Le nouveau voisin inquiète, le moindre rassemblement de jeunes qui n'a pour seul but que d'être ensemble est rejeté, le bruit que fait l'autre est devenu insupportable, celui que l'on produit étant bien sûr normal...

Dans ce contexte d'angoisse profonde des Français face à la crise, François Hollande a su exprimer les mots du "rêve français" ou du progrès pour la jeunesse ; donner les solutions pour reprendre le contrôle de l'économie sur la finance ; trouver les mesures pour plus de justice face à la fiscalité ; fixer des objectifs pour le logement ; poser les idées pour mieux produire et favoriser l'emploi.

Cette année 2012 sera donc l'année du changement dont les premières sensations s'exaltaient le 22 janvier devant plus de 25 000 personnes rassemblées au Bourget lors du premier meeting de campagne.

Les perspectives du changement sont donc tracées, dans une nouvelle manière de gouverner, de percevoir la France, ses territoires et de leur parler. En tant que maires de France, nous sommes associés à ce projet. Nous avons notre part de responsabilité dans cette belle mobilisation qui a commencé au Bourget en ce dimanche 22 janvier, car au cœur de nos communes, nous devons l'encourager et l'amplifier.

Il reste trois mois pour convaincre les Français que le changement est possible.

François Lamy,
député de l'Essonne, maire de Palaiseau,
président de la Communauté d'agglomération du Plateau de Saclay

Une ode à la France, un hymne à la République

Ce sont plus de 25 000 personnes qui ont assisté au Rassemblement du Bourget, ce dimanche 22 janvier, le premier des grands meetings de la campagne présidentielle de François Hollande



En cette fin janvier, les événements semblent porter la candidature de François Hollande. Perte du triple A et mise en évidence des puissantes contradictions de la politique économique sarkozienne et surtout l'affaire Lejaby, typique du mépris du capitalisme financier pour des vies humaines vouées à un travail souvent harassant. Vendredi, envoyé par le candidat des forces de gauche à Yssingeaux, Arnaud Montebourg y a reçu un accueil chaleureux mêlant attente, espoir et exigence. Les Français se tournent vers la gauche, les socialistes et François Hollande. Mais l'enjeu de diman-

che était autre, il était pour le candidat des socialistes d'une importance majeure dans une élection à forte incarnation comme l'élection présidentielle. Il s'agissait pour lui non seulement de s'adresser à son camp – et ils étaient nombreux les socialistes présents au Bourget! – mais de partir à la rencontre de son peuple en appelant à son imaginaire collectif, en lui traçant des perspectives, et lui fixant un horizon. L'enjeu était, comme l'a justement fait observer Laurent Bouvet, auteur du *"Sens du peuple"* (Gallimard) d'articuler représentation, incarnation et récit national. De ce point de vue, l'opération est réussie.



La France et la République

Tôt dans l'après-midi de ce dimanche d'hier, une foule compacte de 25 000 personnes se presse pour écouter le candidat de la gauche, François Hollande. Les personnalités apparaissant sur les écrans géants, de Yannick Noah à Ségolène Royal, sont ovationnées. Un clip retraçant l'histoire du mouvement socialiste et de la gauche est projeté dans l'enthousiasme et l'émotion. Puis vient le tour de chant de Yannick Noah qui soulève l'enthousiasme d'une foule impatiente. Dehors, ils sont nombreux à attendre de pouvoir entrer et assistent finalement au meeting depuis une salle voisine.



Un clip retraçant la vie du candidat socialiste est projeté. Denis Podalydès apparaît à son tour espérant, après avoir incarné un candidat à l'élection présidentielle, pouvoir incarner un Président, François Hollande. Puis le candidat des socialistes entre sous les ovations de la foule. L'espoir est là. Il se manifeste un peu plus à chaque mètre supplémentaire effectué par le candidat.

« Je suis venu vous parler de la France et donc de la République », annonce le principal concurrent de Nicolas Sarkozy. Et, de fait le discours de François Hollande ne déçoit pas. Il s'adresse à une « France qui souffre mais qui espère », à la « France de demain ». « Je suis venu vous parler de la France que nous allons construire le 6 mai », complète-t-il, de fait, depuis la Seine-St-Denis, François Hollande s'adresse à toute la nation. Là est sa force. Si l'on a compris que la droite, malgré ses discours redondants, répétitifs et assourdissants n'a, dans le fond, rien compris à la France ni à l'histoire de France, l'appel de François Hollande paraît logique. « Nous appartenons à la même nation », rappelant les accents pris par certains discours de Jaurès ou Blum. « Au-delà de la gauche, l'enjeu c'est la France », clame celui qui confie sa « profonde émotion » et sa ferme volonté de « changer le destin de notre pays ». Sa « conception de la présidence de la République » est aux antipodes de celle du président sortant. « Quelle plus grande mission ? », s'interroge le candidat qui dit « éprouver la France par sa raison et dans son cœur ». On ne peut qu'être sensibles à la volonté du candidat de la gauche d'affirmer une ferme volonté républicaine. La « République a éclairé l'histoire du monde », affirme François Hollande, qui se saisit au passage de ce qu'il y a de plus fort dans notre histoire pour guider la gauche vers la victoire. « Présider la République : préserver l'État face aux puissances d'argent, face aux clientèles, face au communautarisme », voilà la mission que se fixe le candidat Hollande.

François Hollande sera un Président qui décide mais non un « omniprésident ». « Viscéralement attaché à la laïcité », le futur Président Hollande plaide pour l'intégration de la loi de 1905 dans la Constitution. On se plaît soudain à songer à la fin de l'ère Sarkozy, ce Président qui a fatigué la France plus qu'il ne l'a présidée. François Hollande promet d'associer les Français à un débat sur « l'avenir de l'énergie en France ». Il livre sa vision de l'exercice du pouvoir : « Présider la République, c'est choisir les femmes, les hommes qui gouverneront la France, c'est accepter de partager le pouvoir de nomination ». Mandat parlementaire unique, proportionnelle, parité, droit de vote des étrangers aux élections locales figurent parmi les mesures que prendra la majorité du futur Président.

Ferveur et émotion

Tout le discours du candidat est orienté vers un horizon simple : favoriser et garantir l'égalité. Son contrat avec la France est ambitieux puisqu'il s'agit de maîtriser la finance. Désignant un ennemi : la finance, le candidat François Hollande donne aux électeurs une des clés pour comprendre pourquoi le Président sortant n'a aucune solution à proposer. La République est au cœur de ce long et beau discours, d'un discours qui confère déjà au candidat la dimension de l'homme d'État. Parlant de l'Afghanistan ou de l'histoire de France, François Hollande suscite la ferveur et l'émotion lorsqu'il en appelle à l'esprit de la Résistance française, rappelant la mémoire des victimes de la répression nazie à Tulle le 9 juin 1944. Il suscite aussi le respect lorsqu'il explique sa démarche : « La gauche, je l'ai choisie » et l'empathie lorsqu'il parle de ses concurrents des primaires "avec affection".

Virulent à l'égard de l'extrême droite, il parle de son rapport au peuple avec des mots simples et vrais : « j'aime les gens

quand d'autres sont fascinés par l'argent ». « Je prends chaque regard comme une attente », assène-t-il à une salle d'autant plus convaincue qu'il a mis plus de dix minutes à la traverser. Mais la voix se fait plus grave lorsqu'il évoque l'Histoire, dont il « sait qu'elle peut être tragique » même si c'est à chaque peuple de « construire sa propre histoire ».

S'en prenant à cet adversaire « qui n'a ni nom ni visage » mais qui pourtant gouverne, la finance, il a remis au centre de la présidentielle le vrai sujet : la question de la puissance de la République par rapport au marché. Il constate d'ailleurs que les « banques sauvées par les États mordent la main qui les a nourris ». Ce faisant il éloigne la campagne du débat sur la personnalité d'un Président sur lequel « les jugements sont faits », dont le quinquennat a commencé dans la « révolution » pour finir dans la « tourmente » et la « dégradation » généralisée. Promouvant de grandes réformes comme la « séparation des activités de crédit des activités spéculatives », une « nouvelle politique commerciale en Europe » ou un « nouveau traité de l'Élysée » qui redéfinirait la relation franco-allemande, il donne chair à son projet présidentiel, dont les étapes et le cheminement nous sont ainsi dévoilés. « Ce qui est en cause, c'est la souveraineté de la République face aux marchés et à la mondialisation », clame-t-il invoquant « l'âme de la France » : « l'égalité ». Sont ainsi convoqués au Bourget, la Nuit du 4 août, la révolution de 1848, la III^e République et le Front populaire, le Général de Gaulle et la Sécurité sociale, tous viennent embellir une journée porteuse d'espoirs et c'est le fil de l'Histoire de France qui est renoué... À n'en pas douter, François Hollande est prêt. Et de plus en plus, la France semble prête à élire François Hollande à l'Élysée.

Gaël Brustier

Les secrétaires de section mobilisés pour la victoire !

Les rassemblements des secrétaires de sections sont toujours un temps fort de la vie du Parti socialiste puisqu'ils permettent à la direction nationale et aux représentants des militants de se retrouver autour des grandes orientations et des grands axes stratégiques du Parti



Ce 22 janvier 2012, ce traditionnel rassemblement revêt une importance particulière, presque historique... Il revient à Harlem Désir d'ouvrir la première partie de cette journée du Bourget par un discours vigoureux et très applaudi. Affirmant que « François Hollande sera la Président d'une France juste » et que le dessein des socialistes était de « *changer la politique de ce pays pour changer la vie des Français* » et expliquant qu'après cinq années de sarkozysme, il fallait « *dialoguer avant d'agir* » comme le fera François Hollande en "contraste" avec le Président sortant. Dans une France profondément fatiguée par un président de la République manifestement en échec, ce discours ouvre donc une salve de discours argumentant sur la nécessité du changement. La projection d'une vidéo retraçant différentes prises de positions de Nicolas Sarkozy suscite l'ire de l'assistance contre les volte-face et l'échec du président sortant sur la question de l'emploi. Pierre Moscovici, directeur de la campagne de François Hollande, prend ensuite la parole, « *heureux d'être parmi les secrétaires de sections. Voici venu le moment de vérité et le coup d'envoi de la grande bataille contre cette droite qui a contaminé le pays* », clame le député du Doubs, confiant à l'auditoire que, après une "primaire réussie", le moment était venu d'engager le combat décisif contre la droite. « *Toujours, la droite a voulu tenter à la gauche un procès en illégitimité, en irresponsabilité* », mais désormais ajoute Pierre Moscovici, « *il ne tient qu'à nous de gagner* », avertissant néanmoins la gauche dans son ensemble : « *Il faut que nous ayons envie de gagner !* ». Le PS, cette « *force qui occupe le terrain* » est donc en marche. Suit la projection de clip montrant Arnaud Montebourg en porte-à-

porte chez des citoyens, discutant avec eux de leurs problèmes et effectuant l'une des tâches militantes les plus ardues dans des quartiers minés par le désespoir.

Rythme soutenu

Thierry Marchal-Beck, président du MJS prend ensuite le relais, diffusant idées et revendications des jeunes socialistes. David Assouline a également présenté la stratégie de communication du PS pour l'élection présidentielle, informant ainsi les secrétaires de section sur les différentes initiatives du parti en la matière. Le projet du candidat sera ainsi distribué à « *15 millions d'exemplaires* ». Moment fort de la matinée, l'intervention de Vincent Feltesse, responsable de la campagne numérique, qui dévoile les objectifs ambitieux de la campagne avec, entre autres : recruter 10 000 volontaires sur internet, récolter trois millions d'euros, constituer un réservoir de trois millions d'adresses de courriers électronique. Songeons qu'en 2007, ni facebook ni twitter n'existaient véritablement... Manuel Valls évoque quant à lui une « *campagne au rythme soutenu* » dans une « *France au climat anxiogène* ». Il met en garde contre l'idée d'une élection jouée d'avance. Martine Aubry pointe ensuite « *l'échec économique, social et moral* » du président sortant. S'adressant aux ouvriers et aux employés, elle met l'accent sur le "pacte productif" du candidat et conclut sous les applaudissements une matinée de mobilisation particulièrement réussie.



Martine Aubry et Pierre Moscovici

Gaël Brustier

L'urgence d'une réforme fiscale

Le 17 janvier, le Sénat organisait une séance de questions cibles thématiques sur la fiscalité des collectivités territoriales. La gauche a fait valoir ses priorités face à un ministre, Philippe Richert, au bilan bien négatif, à l'instar de celui du gouvernement dans son ensemble



Frédérique Espagnac, sénatrice des Pyrénées-Atlantiques



Vincnet Eblé, sénateur de Seine-et-Marne

La nouvelle sénatrice des Pyrénées-Atlantiques, Frédérique Espagnac, résume la tonalité des interventions de la majorité sénatoriale : « En matière de fiscalité locale, votre bilan, Monsieur le ministre, est marqué par les mauvais coups portés aux territoires, l'inefficacité économique et le maintien des injustices pour les ménages ». L'élue rappelle que 2011 aura été pour les collectivités la première année d'application de la réforme de la taxe professionnelle. « Nos collectivités abordent 2012 en tentant de trouver leurs repères, dans un contexte miné par la diminution de leur autonomie fiscale, de leur dotation et l'imprévisibilité, auxquelles le Président de la République continue d'ajouter la stigmatisation. Outre la dégradation des déficits publics de plus de 4,7 milliards d'euros en pleine crise des dettes souveraines, votre réforme n'est pas parvenue non plus à susciter l'adhésion de l'ensemble des entreprises et à faire la preuve de son efficacité économique », lance Frédérique Espagnac au ministre Richert. « Ce bouleversement fiscal a également eu pour conséquence directe le déséquilibre de la répartition de la charge locale au détriment des ménages. Votre politique est restée exclusivement tournée vers les entreprises. La charge fiscale sur les entreprises a été injustement allégée par la suppression de la taxe professionnelle », observe encore l'élue d'Aquitaine. À l'inverse, les sénateurs socialistes ont, tout au long du quinquennat, proposé de renforcer la justice dans la fiscalité locale par une meilleure prise en compte du revenu et une révision des valeurs locatives. « Chaque fois, rappelle Frédérique Espagnac, le gouvernement s'y est opposé et a choisi de maintenir les inégalités existantes ! Les socialistes n'ont aucune leçon à recevoir d'un gouvernement qui, depuis 2007, a mis à mal la progressivité de l'impôt pour sauvegarder les avantages acquis des plus aisés ».

par le gouvernement, au rang desquelles figure la suppression de la taxe professionnelle. « Leurs conséquences néfastes se font durement sentir pour les départements en grande difficulté, en raison de l'accentuation de l'effet de ciseaux qui pèse sur leurs budgets : les dépenses sociales sous-compensées ne cessent d'augmenter alors que, dans le même temps, les compensations stagnent », explique le président du Conseil général de Seine-et-Marne. « Les esquisses de réponse apportées par le gouvernement via le développement d'une péréquation horizontale restent largement insuffisantes. La réforme doit être globale et porter sur le financement complet des allocations individuelles de solidarité, notamment la prise en charge de la dépendance à laquelle le gouvernement a renoncé l'été dernier », insiste Vincent Eblé.

Jacques Mézard, président du groupe RDSE à l'initiative de ce débat, rappelle la demande de création d'une mission d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle, relevant « l'état d'impréparation totale dans lequel cette réforme a été discutée et adoptée : il en résulte un accroissement des charges de l'État et une absence terrible de lisibilité pour les collectivités locales, aggravée par des circulaires dont les auteurs ont oublié que ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Toutes ces questions démontrent les failles de cette réforme et l'impérieuse nécessité de la modifier profondément ! », tranche le sénateur PRG du Cantal.

Le débat sénatorial a permis à chaque camp d'énoncer ses positions. Et comme le soulignait Frédérique Espagnac à l'adresse du gouvernement, « les Français ne sont pas dupes : ils savent de quel côté de cet hémicycle la justice fiscale est défendue. Nous ne doutons pas qu'ils vous en donneront une nouvelle fois la preuve en mai prochain ! ».

Effet de ciseaux

Vincent Eblé insiste ensuite de son côté sur la situation des départements mis en difficulté par les réformes fiscales menées

Philippe Foussier

L'eau, enjeu capital(e)



Adjointe chargée de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux, Anne Le Strat s'est imposée comme une figure marquante de la vie politique parisienne et comme l'élue qui a porté haut un combat : celui pour l'eau

Engagée tôt chez les Verts à l'âge de 24 ans, cette élue de terrain, universitaire de formation, rodée à la défense de dossiers pour le moins épineux, Anne Le Strat est vue, à raison, comme une élue de convictions, consciencieuse et combative. Elle s'est imposée par le militantisme local et de terrain avec le « *sentiment qu'à un petit niveau tout le monde peut agir pour changer le monde* ». « *Changer à son échelle les choses injustes* » et croire en un « *monde meilleur pour sa génération* » sont aux antipodes de l'air du temps. Sa légitimité, Anne Le Strat la doit donc à son travail, à sa maîtrise des dossiers et à son engagement militant. Anne Le Strat est élue du XVIII^e arrondissement où elle a commencé son combat politique...

Élue aujourd'hui apparentée au groupe socialiste du Conseil de Paris, cette pratiquante obstinée du non-cumul des mandats a quitté son ancien parti et a été réélue sur les listes conduites par Bertrand Delanoë en 2008. Quitter les Verts n'a pas été chose aisée après avoir été pourtant tête de liste dans le 18^e en 2001, candidate aux législatives en 1997, membre du collège exécutif des mêmes Verts. Anne Le Strat avait en outre rédigé le programme des Verts aux Européennes de 1999. Mais le fonctionnement de ce parti empêchait cette élue au bilan plus que probant d'être de nouveau candidate. La proposition de Bertrand Delanoë de poursuivre son action municipale en se présentant sur les listes qu'il conduisait a donc amené Anne Le Strat à quitter les Verts... tout en restant une écologiste convaincue.

bilité de l'eau, et des prix stables pour les consommateurs ». Elle ajoutait en 2008 : « *Si Bertrand Delanoë avait défendu un autre choix, je n'aurais pas pu être sur sa liste* ». Pour qui a, un tant soit peu, travaillé auprès de la municipalité parisienne, une évidence s'impose : Anne Le Strat a des convictions, fermes. Sa force semble en effet résider dans sa capacité à articuler réflexion et action. Elle écrit de nombreux articles. Elle s'intéresse notamment au conflit au Proche Orient et lui consacre une thèse qui lie l'opposition entre Palestiniens et Israéliens à la question de l'eau. Autre sujet intéressant autant l'élue que la citoyenne : la prostitution. Elle écrit d'ailleurs dans la revue *Mouvements* un article intitulé "Pour un monde sans prostitution". Anne Le Strat est abolitionniste et le clame.

En septembre 2011, elle parvient à ravir à André Santini la présidence du Comité de bassin Seine Normandie, instance stratégique dans le dossier de l'eau. Elle défie André Santini, obtient 73 voix contre 69 voix à cette figure de la droite francilienne, peut contempler un bilan d'étape plutôt satisfaisant : le retour à la régie de l'eau à Paris. Élue de convictions, adepte du non-cumul, apparentée au groupe socialiste au Conseil de Paris, Anne Le Strat est assez emblématique d'une relève politique pour laquelle changer le monde, ici et maintenant, n'est pas un vain mot.

Gaël Brustier

Reflexion et action

Elle milite très tôt pour « *un seul opérateur public* » de la gestion de l'eau à Paris en affirmant que « *cela assurerait un contact plus direct, une meilleure traça-*